



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 16 mars 2026

FOCUS – GUYANA : DES OPPORTUNITÉS DANS UN PAYS EN FORTE EXPANSION ÉCONOMIQUE.

2

Bolivie

3

Moody's relève la note souveraine de la Bolivie à Caa3, signal d'une perception de risque de défaut atténuée à court terme.

3

Les autorités préparent une réforme des hydrocarbures pour attirer les investissements et annoncent souhaiter relancer la coopération énergétique avec Petrobras

3

Colombie

3

Le ralentissement conjoncturel se confirme en Colombie début 2026 dans un contexte de conditions monétaires appelées à rester restrictives.

3

Équateur

4

L'Équateur et les États-Unis ont signé un Accord de Commerce Réciproque (ART).

4

Le gouvernement équatorien annonce la création d'une « taxonomie » verte.

4

Pérou

4

Les inégalités de genre pèsent encore lourdement sur les revenus et la croissance.

4

Petroperú recevra une nouvelle injection de liquidités par l'État de près de 150 M\$.

5

Suriname

5

Les autorités plafonnent les prix des carburants pour contenir les pressions inflationnistes.

5

Venezuela

5

Nomination d'Asdrúbal Chávez à la tête de CITGO proposée par les autorités.

5

Nouvelles licences états-uniennes autorisant certaines activités dans le secteur énergétique

6

Focus – Guyana : des opportunités dans un pays en forte expansion économique.

Depuis la mise en exploitation de champs pétroliers offshore par *ExxonMobil* en 2019, le Guyana est le pays qui connaît la plus forte croissance économique au monde. Les autorités locales ont dévoilé une ambitieuse vision qu'elles portent pour leur pays, qui passe par l'intensification de l'exploitation des hydrocarbures (notamment via des projets gaziers), mais également par la diversification de l'économie et le développement des infrastructures. Le climat des affaires - souvent souligné comme un frein par les entreprises - semble en voir d'amélioration. Des opportunités liées au dynamisme économique récent du pays se font jour, notamment dans le secteur de l'énergie et des infrastructures.

Le Président Irfaan Ali, réélu pour un second mandat en septembre 2025, a partagé l'ambitieuse vision qu'il souhaite porter pour son pays, structurée autour de trois axes de développement majeurs.

1) La poursuite du développement du secteur hydrocarbures.

L'extraction offshore de pétrole et de gaz est le moteur de la croissance économique du pays, 61 % du PIB étant issu de la branche « pétrole, gaz, et services support » en 2025. La production de pétrole, qui s'élevait à 850 000 barils/jour en janvier 2026, devrait atteindre 1,2 mbj en 2027, ce qui pourrait permettre au Guyana de dépasser l'Arabie saoudite en termes de production pétrolière par habitant. La major étasunienne Exxon Mobil dispose de la majorité des concessions, via un contrat de partage de production conclu en 2016 pour une durée de 20 ans. Les enjeux pour le Guyana en matière d'hydrocarbures se cristallisent autour de trois sujets majeurs :

(i) Le passage à l'échelle pour l'exploitation de gaz naturel. Un projet majeur axé sur la production de gaz non-associé, appelé *Longtail Project*, est en cours de développement par ExxonMobil. Le début de la production est attendu pour 2030.

(ii) L'utilisation du pétrole et du gaz pour des projets industriels (i.e. usine d'engrais) ou pour la production d'électricité. Une centrale visant à produire de l'électricité à partir du gaz est en cours de construction dont la livraison est prévue pour 2027. Le gouvernement envisage aussi la création d'un pipeline visant à acheminer du gaz vers la région de *Berbice*, où des projets d'usines pétrochimiques ou de centrales électriques pourraient voir le jour. Le Président Ali a également évoqué la construction d'un port en eau profonde dans cette même région pour faire émerger un *hub* du commerce régional. Ces projets restent toutefois encore prospectifs, la diversification industrielle restant limitée aujourd'hui au Guyana.

2) La diversification de l'économie.

Pour éviter le risque de maladie hollandaise, le Président du Guyana a évoqué une diversification dans trois secteurs clé : (i) l'industrie (*cf. supra*), (ii) l'agriculture (le pays dispose d'une production importante de riz et de sucre, ainsi que des filières pêche et élevage en croissance ; les autorités souhaiteraient les massifier pour devenir le « grenier des Caraïbes ») et (iii) l'économie « orange » (tourisme, industries culturelles) via la construction d'un hub touristique régional.

3) Le renforcement des infrastructures.

Le pays envisage plusieurs nouvelles infrastructures majeures : (i) de nouvelles routes dont l'une vers le Brésil par laquelle transiterait des marchandises brésiliennes destinées à l'export ; (ii) de potentielles nouvelles lignes aéroportuaires régionales.

Bolivie

Moody's relève la note souveraine de la Bolivie à Caa3, signal d'une perception de risque de défaut atténuée à court terme.

L'agence de notation Moody's a annoncé le relèvement de la note souveraine de la Bolivie à Caa3, contre Ca précédemment, estimant que les risques de défaut à court terme avaient diminué. Cette décision reflète notamment une amélioration relative de la liquidité externe et l'annonce du Ministre de l'Économie et des Finances de la capacité du pays à honorer ses engagements financiers en mars, dont 356 M\$ en bons du Trésor.

Malgré cette révision positive, la notation demeure à un niveau spéculatif élevé, traduisant la persistance de vulnérabilités structurelles, notamment liées à la dépendance aux hydrocarbures, aux déséquilibres budgétaires et aux besoins de financement externe.

Les autorités préparent une réforme des hydrocarbures pour attirer les investissements et annoncent souhaiter relancer la coopération énergétique avec Petrobras

Les autorités boliviennes ont annoncé à la mi-mars la préparation d'une nouvelle loi sur les hydrocarbures visant à réformer le cadre réglementaire du secteur énergétique et à relancer les investissements étrangers. Lors d'un forum d'affaires au Brésil, le président Rodrigo Paz a indiqué vouloir rétablir une coopération renforcée avec la compagnie Petrobras, acteur historique de l'exploitation gazière bolivienne. Cette orientation s'inscrit dans un contexte de baisse tendancielle de la production d'hydrocarbures qui affecte les recettes d'exportation et les entrées de devises.

Selon les autorités, la réforme devrait viser à instaurer des règles jugées plus claires et plus attractives pour les investisseurs étrangers, notamment par une révision du cadre fiscal.

Colombie

Le ralentissement conjoncturel se confirme en Colombie début 2026 dans un contexte de conditions monétaires appelées à rester restrictives.

Les indicateurs conjoncturels publiés en mars suggèrent une poursuite de la modération de l'activité économique colombienne au début de 2026. Les prévisions de croissance baissent en mars, désormais autour de 2,5 % pour 2026 (vs. 2,8 % il y a un mois). Les économistes estiment par ailleurs que l'inflation terminera l'année à 6,2 %. Le taux directeur de la Banque centrale, actuellement à 10,25 % depuis février (+100 pb) augmenterait pour atteindre 11,75 % en fin d'année.

Les indicateurs avancés d'activité montrent par ailleurs un ralentissement de l'activité en début d'année. L'activité a crû de l'ordre de 1,5 % en g.a. en janvier, confirmant l'entrée de l'économie dans une phase de ralentissement après le rebond post-pandémique : en termes ajusté des variations saisonnières, l'économie ne croit pas (+0,1 %). Les activités primaires et secondaires ont decru en g.a.

Selon les économistes, cette dynamique s'explique notamment par l'impact de l'inflation (5,3 % en g.a. en février), de taux d'intérêt élevés et qui devraient continuer d'augmenter (cf. *supra*), et la hausse du coût du travail suite à la réforme du travail et à la hausse du salaire minimum de 23% en janvier. Ces facteurs contribuent au ralentissement du crédit et de l'emploi, à la faiblesse persistante de l'investissement, en particulier dans la construction résidentielle dont les mises en chantier ont atteint un point bas historique pour un début d'année. Sur un plan sectoriel, la conjoncture apparaît contrastée. Les ventes réelles du commerce de détail ont progressé de 7,8 % en g.a. en janvier, tandis que la production industrielle a reculé de -0,5 %, confirmant la perte de dynamisme du secteur manufacturier observée depuis fin 2025.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en glissement annuel	Ce jour
Bourse (COLCAP)	0,3%	35,4%	2179
Change USD/COP	0,2%	-10,9%	3692
Change EUR/COP	0,0%	-5,2%	4264
Prix du baril (Brent, USD)	9,7%	53,9%	111,03

Équateur

L'Équateur et les États-Unis ont signé un Accord de Commerce Réciproque (ART).

Cet accord prévoit l'exonération de la surtaxe douanière en vigueur depuis avril 2025 de 53 % des exportations non-pétrolières équatoriennes vers les États-Unis, représentant environ 2,8 Md\$ (sur 6,6 Md\$ exportés au total en 2025). Toutefois, 47 % des exportations restent soumises à une surtaxe de 10 % temporaire, dont la crevette. Plusieurs produits équatoriens comme les fruits frais, le cacao ou le café bénéficient déjà d'allègements tarifaires.

Les nouveaux produits bénéficiaires seraient les fleurs, produits de la pêche, minerais et produits industriels transformés. En contrepartie, des machines et équipements étatsuniens entreraient en Équateur sans droits de douane. Certaines filières agroalimentaires équatoriennes en particulier la filière avicole et porcine expriment leur inquiétude face à l'ouverture du marché aux produits étatsuniens, plus compétitifs et dont l'accès est garanti sans droits de douane et parfois soumis à des quotas.

Le gouvernement équatorien annonce la création d'une « taxonomie » verte.

Le gouvernement et le secteur privé annoncent la création d'une « taxonomie verte », visant à identifier et classer les activités économiques en faveur de l'environnement. L'objectif principal est d'orienter les investissements nationaux et internationaux vers des projets durables. Dans ce cadre, le Ministère de l'Économie et des

Finances a lancé l'initiative dans le but d'aligner l'économie nationale avec la protection de l'environnement. Elle couvre des domaines clés comme la lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ses effets. Elle inclut également la gestion de l'eau, l'économie circulaire et la protection de la biodiversité. Le projet, financé par le Fonds vert pour le climat, bénéficie de l'appui technique du *Global Green Growth Institute* (GGGI). Des projets pilotes à moyen terme sont également proposés pour consolider le programme. Depuis 2021, le secteur bancaire équatorien a accordé 4,6 Md\$ de crédits verts.

Pérou

Les inégalités de genre pèsent encore lourdement sur les revenus et la croissance.

Les revenus horaires des femmes en 2024 étaient en moyenne 29 % inférieurs à ceux des hommes, selon les estimations de l'Institut péruvien d'Économie (IPE). L'une des manifestations des inégalités est visible dans l'emploi des jeunes : seules 55,3 % des femmes âgées de 15 à 29 ans ont un emploi ou en recherchent activement un, largement inférieur aux hommes du même âge (68,1 %). En effet, 14 % des jeunes femmes indiquent que les responsabilités domestiques sont la principale raison pour laquelle elles ne cherchent pas d'emploi, qui est de 2 % chez les hommes, en grande partie parce qu'elles consacrent jusqu'à trois fois plus de temps au travail domestique non-rémunéré.

Selon la Banque Mondiale, diminuer les inégalités de genre en matière d'emploi et de revenus pourrait augmenter le PIB par habitant mondial d'environ 20 %. Dans cette perspective, l'IPE constate que les régions du pays présentant moins d'inégalités obtiennent généralement de meilleurs résultats dans l'Indice de compétitivité régionale et des revenus par habitant plus élevés.

Petroperú recevra une nouvelle injection de liquidités par l'État de près de 150 M\$.

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Angelo Alfaro, a annoncé un nouveau soutien financier à Petroperu de près de 150 M\$ afin de relancer ses activités et d'assurer l'approvisionnement en carburants. Confrontée à d'importantes difficultés financières, notamment en raison de son endettement et d'une situation financière dégradée, la compagnie pétrolière publique avait été contrainte de réduire sa production.

Le financement annoncé doit permettre d'appuyer l'approvisionnement de la raffinerie de Talara, qui fonctionnait jusqu'à présent à 60 % de ses capacités, et de favoriser un retour progressif à un niveau d'activité plus élevé. Les autorités avaient initialement écarté l'idée de nouveaux soutiens financiers en 2026, privilégiant une réorganisation des finances de l'entreprise et une amélioration de son efficacité opérationnelle. Toutefois, face aux risques associés pour le pays, le gouvernement de transition a finalement décidé d'apporter un nouveau soutien à Petroperu. Cette mesure intervient alors que le Pérou connaît des tensions sur l'approvisionnement énergétique, liées aux perturbations causées par une interruption de 13 jours de l'approvisionnement en gaz naturel à la suite de la rupture du gazoduc de Megantoni.

Suriname

Les autorités plafonnent les prix des carburants pour contenir les pressions inflationnistes.

Le gouvernement surinamais a annoncé l'introduction d'un plafonnement temporaire des prix des carburants à compter du 18 mars, afin de limiter l'impact de la hausse des cours internationaux du pétrole sur le pouvoir d'achat des ménages. Les prix ont été fixés à

environ 53,27 dollars Surinamais (1,42 \$) par litre pour le diesel et 48,32 dollars surinamais (1,29 \$) pour l'essence sans plomb.

Selon les autorités, la différence entre ces prix plafonds et les coûts réels sera compensée par une réduction du « Government Take », mécanisme budgétaire permettant d'absorber une partie du choc externe. Cette mesure vise à freiner la transmission de la hausse des prix de l'énergie à l'inflation domestique, dans un contexte de fragilité macroéconomique persistante. En cas d'inflation importée dans le cadre du conflit en Iran, le Gouvernement c'est également dit prêt à venir en aide aux ménages vulnérables via des subventions ciblées.

Venezuela

Nomination d'Asdrúbal Chávez à la tête de CITGO proposée par les autorités.

À la suite de la notification du Département d'État étatsunien au tribunal de New York reconnaissant Delcy Rodríguez comme « seule chef d'État habilitée à agir au nom du Venezuela » devant les juridictions et organisations relevant de la juridiction étatsunienne, **les autorités vénézuéliennes ont annoncé la désignation d'Asdrúbal Chávez, ancien ministre des Hydrocarbures et ex-président de PDVSA, comme président de CITGO et de ses filiales aux États-Unis.**

Cette nomination reste toutefois conditionnée à l'approbation de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC). CITGO, actif stratégique faisant l'objet d'un processus judiciaire complexe de vente aux enchères, est actuellement dirigé par Carlos E. Jordá, nommé en 2019 par un conseil d'administration lié à l'opposition issue de l'Assemblée nationale élue en 2015, après la rupture des relations diplomatiques entre Washington et le gouvernement de Nicolás Maduro.

Nouvelles licences états-uniennes autorisant certaines activités dans le secteur énergétique

L'*Office of Foreign Assets Control* (OFAC) du Département du Trésor étatsunien a délivré plusieurs licences générales :

- (i) la licence générale 46B, autorisant certaines opérations impliquant du pétrole ou des produits pétrochimiques d'origine vénézuélienne ;
- (ii) la licence générale 48A, permettant la fourniture de certains biens et services ;
- (iii) la licence générale 49A, autorisant la négociation et la conclusion de contrats conditionnels pour certains investissements ;
- (iv) la licence générale 52, portant sur certaines transactions impliquant *Petróleos de Venezuela S.A. (PDVSA)*.
- (v) La licence générale 5V, autorisant certaines transactions liées à l'obligation coupon 8,5 % de *Petróleos de Venezuela, S.A.* 2020 à compter du 5 mai 2026.

Ces mesures constituent un assouplissement ciblé du régime de sanctions, sans en modifier l'architecture générale. Elles visent notamment à faciliter les échanges liés aux principaux produits d'exportation du pays ainsi qu'à soutenir la remise en état d'infrastructures énergétiques dégradées.

Les licences restent assorties de limitations communes :

- obligation de faire transiter les paiements par des comptes spécifiques contrôlés par les autorités étatsuniennes ;
- interdiction de transactions impliquant la Russie, l'Iran, la Corée du Nord, Cuba ou la Chine, ainsi que des personnes inscrites sur la liste de l'OFAC ;
- interdiction d'opérations portant sur la dette souveraine ou quasi souveraine

vénézuélienne, y compris certaines participations liées à CITGO ;

- interdiction de paiements en or ou en cryptomonnaies, y compris le *petro* ;
- interdiction de contrats impliquant des navires sanctionnés.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md\$)	PIB/hab. à prix courants (M\$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dettes publiques brutes (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2024	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2025 p.
Bolivie	12,4	57,1	4,6	0,7	0,6	-3,3	93,7	108	+5	26,2
Colombie	53,1	438,1	8,2	1,6	2,5	-2,3	58,9	83	+2	4,4
Equateur	18,1	130,5	7,2	-2,0	3,2	4,9	53,7 (2024)	88	+1	3,6
Guyana	0,8	25,1	31,4	43,6	10,3	7,9	29	89	+6	4,3
Pérou	34,4	318,5	9,3	3,3	2,9	1,7	32,1	79	0	2,0
Suriname	0,7	4,5	6,8	3,0	2,7	-33,4	89,1	114	+2	10,6
Venezuela	26,7	82,8	3,1	5,3	0,5	4,2	164,3 (2024)	121	0	548,6
Argentine	47,6	683,4	14,4	-1,3	4,5	-1,2	78,8	47	0	28,0
Brésil	213,4	2 257,0	10,6	3,4	2,4	-2,5	91,4	84	+2	4,9
Chili	20,2	347,2	17,2	2,6	2,5	-2,5	42,7	45	0	3,7
Mexique	133,4	1 862,7	14,0	1,4	1,0	-0,2	58,9	81	+3	3,7

Source : FMI, WEO, octobre 2025

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Carla DERVILLE, Diego MAGUINA, Jacques ROBIN, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)